



## UNE VACHE A LAIT POUR LE MAIRE BEAUJAN

(suite)

Les populations communales élisent tous les 6 ans des équipes municipales. A la tête de chacune de ces municipalités, il y a un maire. Cet homme est quelqu'un dans lequel des centaines, voire des milliers d'hommes et de femmes mettent leur confiance.

Mais voilà, il se trouve que ces maires sont souvent des hommes indignes de cette confiance.

Il n'est pas rare d'entendre des gens dans la population dénoncer le comportement de ces élus qui utilisent leur mandat pour faire des affaires. Certains maires n'hésitent pas à utiliser les deniers des communes, les matériaux des communes pour leurs besoins personnels.

Ces hommes dans lesquels la population met sa confiance ne défendent en rien ses intérêts ; ce sont des affairistes avant tout. Des hommes qui viennent à la politique dans le but de s'enrichir. Ces politiciens véreux se moquent éperdument des intérêts de la population, qu'en fait ils méprisent. La politique est aussi pour eux un moyen d'atteindre la mangeoire

coloniale. Ce sont des magouilleurs dépourvus de dignité.

Au Moule, ces derniers temps, plusieurs tracts ont circulé dénonçant le maire Henri Beaujan. Ces tracts l'accusent d'utiliser les matériaux de la commune pour ses usages personnels, notamment pour la construction de nombreuses villas au Moule.

Le dernier en date de ces tracts a été écrit par la famille Beaubois qui s'élève avec force contre, dit-elle, les agissements du maire du Moule, vice-président du Conseil Général. Beaujan ayant marché sur les pieds de quelqu'un qui est du même milieu que lui, celui-ci se défend et on en apprend de belles !

Il est vrai que sans avoir des précisions, la population du Moule savait déjà à quoi s'en tenir. Il est bien connu que Beaujan soigne ses propres finances avec beaucoup plus d'attention que celles de la municipalité !

Alors, à l'occasion d'une affaire de gros sous opposant deux médecins qui veulent tous les deux ouvrir une clinique

privée au Moule, un petit coin du voile qui cache les affaires troubles est levé !

Ainsi, on apprend que le maire Beaujan a contracté des dettes au nom de la commune depuis plusieurs années et ne les a jamais payées. Que Beaujan a bloqué des projets intéressant la commune (clinique Captant, Eaux Vives de Portland etc.) au profit de ses intérêts de famille (lotissement immobilier et hôtel actuellement en construction).

Ces petits-bourgeois se servent des mandats que leur confie la population sur le dos de laquelle ils bâtissent leur richesse. Cette bande de politiciens corrompus, par leurs agissements, montrent à la jeunesse le vrai visage de la politique coloniale.

Et que les travailleurs remplacent un petit bourgeois par un autre petit-bourgeois, cela ne changera pas grand chose pour eux. Si les noirs pauvres veulent que ce genre de situation disparaisse, il leur faudra prendre en main leur propre gestion communale.

ses propres objectifs est toute heureuse de trouver enfin un gouvernement qui de 7 000 km agit à sa place.

Même si par rapport à ses propositions politiques déjà modérées, celles du gouvernement ne sont qu'une pâle caricature.

Le mécontentement de certains travailleurs et d'autres membres de la population sur les problèmes économiques pourraient bien trouver un moyen de s'exprimer dans la mobilisation que prépare la droite sur le problème du statut.

La droite se mobilise sur ce problème mais, s'il n'existait pas, elle aurait trouvé un autre terrain propice à l'expression de son opposition et à sa démagogie.

Il s'agit pour elle de rallier tous les mécontentements et d'en faire une arme de guerre contre le gouvernement.

Alors quand la politique du gouvernement se dresse contre les petits commerçants avec les tracasseries fiscales ou les contrôles de prix ou contre les paysans ou contre les travailleurs avec le blocage des salaires, un terrain très favorable aux menées de la droite est ainsi créé. Le problème du statut en sera le prétexte, mais l'objectif c'est de préparer ici comme en France le retour en selle d'une droite plus musclée lorsque la gauche aura bien déçu et démoralisé la population.

La population va-t-elle se mobiliser et répondre à l'appel de la droite départementaliste ?

Pour répondre à cela il faut voir qu'une couche de gens mécontents grandit dans les classes moyennes (commerçants, artisans, paysans etc...) qui se sentent visés par la politique du gouvernement de gauche... ces mécontents peuvent constituer un terrain favorable à la droite dans la mesure où les partis de gauche soutiennent aveuglément la politique du gouvernement.

Mais il faut bien se rendre compte que la mobilisation ne va pas se limiter à poser le problème du statut ; la droite et les patrons vont utiliser toute assise populaire qu'ils auraient gagnée comme une base d'appui pour s'en prendre aussi aux travailleurs. Car l'idéal pour les patrons des Antilles et des D.O.M.-T.O.M en général c'est d'avoir des travailleurs payés au-dessous de ce qui est strictement nécessaire pour vivre.

Alors il n'est pas question pour les travailleurs et pour toute la population de se fourvoyer dans ce genre de manifestation. Pour lutter contre la politique du gouvernement, politique dirigée contre les travailleurs par bien des aspects - il faut le faire indépendamment des politiciens de droite. Car ceux-ci ont déjà

montré, quand ils étaient au gouvernement, qu'ils ne faisaient pas mieux que la gauche. Et quand au problème de statut, que les gens qui sont sincèrement préoccupés par ce problème ne croient pas que c'est là la préoccupation de la droite. Tout comme celle-ci mentait en clamant à chaque élection que les élus de gauche étaient contre les allocations ou allaient les faire disparaître, ils mentent encore sur ce problème de l'Assemblée unique.

Le jour où les peuples de la région caraïbe seront prêts à se gouverner eux mêmes, ils ne demanderont pas une autorisation ou un « changement de statut » ou une « décentralisation » au gouvernement français ou à d'autres impérialismes, ils engageront résolument une lutte qui ira jusqu'au bout.

Pour l'instant il faut voir que les manoeuvres de la droite sont dirigées contre les travailleurs et contre la population pauvre.

## UN NOUVEAU CHEF

## MILITAIRE BLANC

## EN GUADELOUPE



Le colonel Bourgeois vient d'être affecté au commandement militaire en Guadeloupe, et remplace le colonel Chabert.

Comme tout nouveau chef blanc qui représente le pouvoir colonial, le colonel Bourgeois a pris ses fonctions en recevant les honneurs d'usage : défilé de troupe, réceptions etc... Le journal France-Antilles n'a pas manqué de présenter en grande page les cérémonies qui se sont déroulées au camp Dugommier, ainsi que la carrière du nouveau venu : carrière qui n'est pas différente de celle de son prédécesseur : services personnels dans d'autres colonies, collection de galons... etc...

Des chefs militaires, des préfets ou commissaires de la république, des juges, il y en a beaucoup qui viennent et qui repartent. Et c'est par toutes ces cérémonies d'usage que la population l'apprend.

Qu'un chef militaire remplace un autre, cela ne change rien au rôle de l'armée : celui de protéger les intérêts de la bourgeoisie coloniale en Guadeloupe et de réprimer la population.

## DROGUE : POUR 13 TONNES DE MARIJUANA ET 2 CIGARETTES SAISIES, L'ADMINISTRATION CRIE VICTOIRE

La semaine dernière, les services de la douane arraisonnaient un bateau chargé de 13 tonnes de haschich. Vendredi 17, les gendarmes de Capestère-Belle-Eau interpellèrent 2 jeunes rastas qui possédaient 2 cigarettes de marijuana.

Ces 2 vifs "succès" des forces de l'ordre sont le point de départ de toute une propagande des services préfectoraux pour démontrer leur efficacité dans la lutte contre les trafics de drogue.

Mais s'il y a trafic de drogue, c'est qu'il y a de nombreux drogués de par le monde pour en acheter. En effet, bon nombre de jeunes et de moins jeunes, pour échapper à leur situation d'exploités, à la violence qu'exerce sur eux la société, se droguent.

La société capitaliste, dans laquelle nous vivons est une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle

se maintient par la violence. Elle écrase la majorité de la population, freine le développement des individus pour qu'une minorité puisse vivre dans l'opulence. Ceux qui ne peuvent supporter cette exploitation et cette violence se saoulent, ou bien se droguent, s'ils ne se révoltent pas.

Toute la publicité du gouvernement ne dit rien de cela, mais tend à nous faire croire qu'il nous protège en luttant contre les trafiquants de drogue. Pour un trafiquant arrêté de temps en temps, combien d'autres gros font leurs affaires tranquillement. Généralement ceux-là ont des politiciens qui les protègent. D'autant plus que dans cette société qui est basée sur l'argent, dès que vous en avez, vous êtes quelqu'un.

Même si pour cela vous avez vendu des canons, de l'alcool, des cigarettes, ou... de la drogue.

## FRANCE : UN CAPITALISTE MEMBRE

## DU PCF LICENCIE 14 TRAVAILLEURS

Un capitaliste français, Doumeng qui contrôle un grand groupe financier de l'agro-alimentaire, a récemment licencié 14 travailleurs d'une de ses usines, parmi lesquels trois membres de la CGT. L'usine employait avant ce licenciement, 65 travailleurs. Ceux-ci se sont mis en grève et occupent les locaux de l'usine. Or ce monsieur Doumeng est un membre du parti communiste français.

Depuis un an, nous voyons quatre

ministres-communistes accepter sans broncher les décisions que prend en faveur des capitalistes le gouvernement soi-disant socialiste de Mitterrand. Voilà qu'à présent un capitaliste du PCF jette à la rue 14 de ses employés et ferme l'usine

Quels sont les intérêts que défendent les dirigeants du PCF ? ceux des capitalistes ou ceux des travailleurs ?

Il paraît évident que ce soient les premiers.

## NOUVELLES GALERIES : LE NOUVEAU DIRECTEUR BLANC DONNE A SA FEMME UN POSTE DE DIRECTION EN LICENCIANT UNE AUTRE EMPLOYÉE

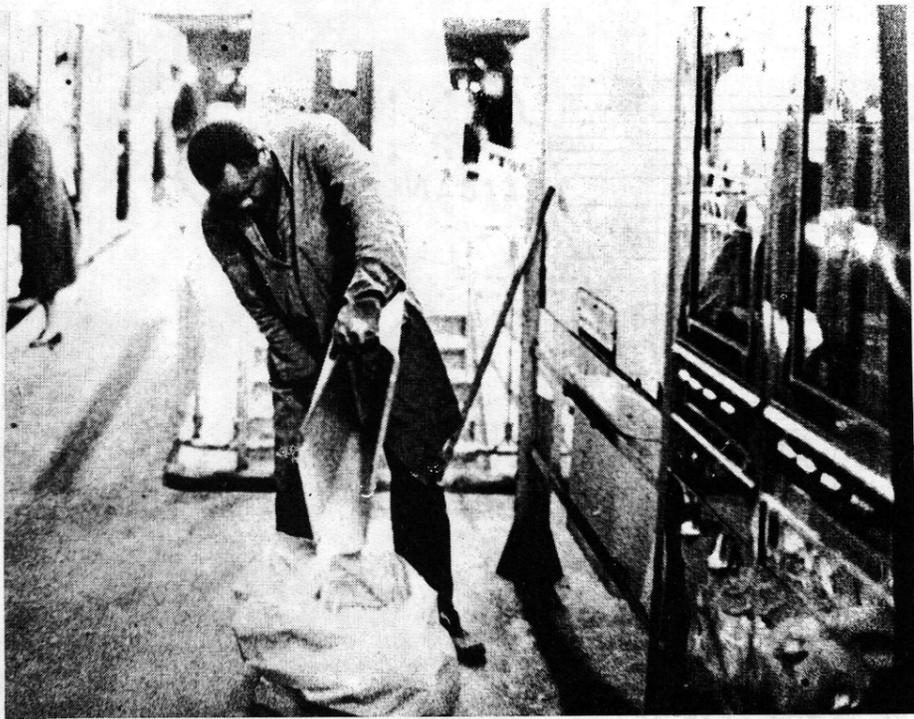
Aux Nouvelles Galeries, un directeur, blanc lui aussi, a remplacé Juandon. Comme toute la direction a changé en quelques mois, le nouveau patron en a profité pour nommer son épouse chef du bureau d'achat.

C'est chose courante en Guadeloupe. Des blancs débarquant ici avec un travail tout prêt, qui leur a été attribué avant leur départ. Mais en plus, les femmes de ces chefs, patrons

ou CRS blancs, même lorsqu'elles n'ont aucun diplôme et n'ont jamais travaillé en France, trouvent facilement un emploi à leur arrivée en Guadeloupe.

Une telle situation est intolérable. Si intolérable que nombreux sont les travailleurs qui pensent que le langage de la force devient le seul qui convient à ces blancs racistes et méprisants.

## AUX ANTILLES



Verra-t-on à nouveau ces scènes de crise ?

C. O. : Alors camarade, tu es venu en vacances cette année aux Antilles. Peux-tu nous dire s'il y a beaucoup d'antillais qui ont fait comme toi, le voyage France - Antilles, et si parmi eux il y en a qui pensent y rester définitivement ?

Réponse : A ma connaissance, à la fin du mois de juin, début juillet, beaucoup d'antillais sont rentrés en Martinique et en Guadeloupe. Pour la seule journée du 1er Juillet 3.000 martiniquais seraient arrivés au Lamentin et presque autant de Guadeloupéens à Raizet. Et parmi eux nombreux sont ceux qui ont l'intention ou ont déjà décidé d'y rester définitivement.

C. O. : A ton avis, quelles raisons poussent les Martiniquais et les Guadeloupéens qui vivent en France à retourner en plus grand nombre définitivement ici ?

Réponse : Il y en a qui ont fini leurs études et qui donc reviennent dans l'espoir de trouver un emploi. L'autre catégorie est constituée de travailleurs. Pour eux ils se disent «s'il faut coûte que coûte des difficultés autant retourner aux Antilles, mieux vaut être chômeurs en Martinique et Guadeloupe que d'être chômeurs en France».

C. O. : Selon toi c'est donc le chômage, les difficultés rencontrées en France, du fait de la crise qui seraient à l'origine de cette tendance à revenir définitivement ?

Réponse : Certainement c'est le problème du chômage, de la crise économique, mais également du racisme qui provoqueraient cela. Car il y a du racisme. Depuis quelque temps dans le métro par exemple il suffit que tu sois «basané» noir, pour que la police te contrôle. Et souvent il y a des Antillais qui protestent contre cela. Moi, personnellement j'ai déjà vécu cela. Trois policiers sont venus vers moi, m'ont réclamé mes papiers et quand je leur ai demandé les raisons d'un tel contrôle ils m'ont répondu «nous ne comprenons pas, chaque fois qu'on vous contrôle vous protestez» je leur ai rétorqué : mais il y a que nous qui sommes contrôlés !

C. O. : Mis à part le racisme qui se développe à quelques autres difficultés se heurtent les antillais vivant en France ?

Réponse : Il y a également le problème du logement qui se pose. Les parents acceptent toujours d'héberger pour quelques temps un membre de la famille qui arrive en France. Mais pas pour 6 mois, un an. Et c'est de plus en plus le délai qu'il faut pour trouver un emploi quand on en trouve bien entendu. Alors ceux qui vous hébergent commencent à vous faire comprendre qu'ils ne peuvent plus vous garder. Ça aussi pousse certains à revenir.

Mais c'est quand même le racisme qui est le problème le plus important. Pour ceux qui travaillent, ils le ressentent quotidiennement. Dans certains secteurs, les hôpitaux par exemple les Antillais vivent en clan. Et au réfectoire le midi, ils se regroupent et refusent de manger avec les travailleurs blancs.

Les travailleurs antillais sont de plus en plus méfiants, cette méfiance, grandit avec la crise, le chômage qui augmente.

C. O. : Les antillais se sentent donc de moins en moins acceptés dans la société française, rejetés et il y en a qui se disent : «vivre dans de telles conditions, autant retourner aux Antilles» ?

Réponse : Oui il y a cela. . . Mais ça concerne surtout la jeune génération. Pour l'ancienne génération, ceux qui sont en France depuis la seconde guerre mondiale, eux ils attendent la retraite mais avec l'espoir de la prendre aux Antilles.

La jeune génération, elle, est plus révoltée. Il y a de nombreux jeunes, entre 15 et 17 ans et qui sont sans travail. Ils se regroupent un peu comme à Harlem, portent cheveux longs et vêtements à la mode. Ils forment de véritables clans, au Hall, par exemple au centre de Paris et n'acceptent pas de blancs parmi eux. Ils vivent à part. Bien qu'ils soient nés en France, parlent avec l'accent français, ils se considèrent comme noirs avant tout. Ils cherchent à retrouver leur identité, et veulent retourner aux Antilles. Ils ne se sentent pas à l'aise en France.

C. O. : Parmi eux il y en a beaucoup qui veulent revenir au pays ?

Réponse : Il y en a beaucoup qui sont déjà partis et ont rejoint leurs parents aux Antilles. Eux, ils ont vécu parmi les blancs, beaucoup plus que les Antillais qui sont arrivés en France à 20 ans et plus et ils sont de ce fait plus sensibles au racisme des blancs et ne le supportent pas du tout. Ce sont eux que l'on retrouve nombreux au Hall. La police cherche souvent à les disperser. Et bien évidemment ils ne souffrent pas la police et sont souvent en bagarre avec elle. Un exemple, il y a trois ou quatre mois de cela ; certains de ces jeunes ont fait un pari : celui de désarmer un policier. L'un d'entre eux a fait semblant de lui demander un renseignement, un autre est passé derrière lui et a emporté son revolver. Quelques minutes après il y avait des policiers à toutes les bouches de métro, dans tous les quartiers fréquentés par des noirs, arrêtant tous les noirs.

C. O. : Pour finir il y a donc une véritable révolte des jeunes contre la police, des travailleurs contre le racisme, et comment voient-ils l'avenir de la Martinique et de la Guadeloupe ?

Réponse : C'est un sentiment de révolte qui se manifeste, ce n'est pas encore la révolte. Beaucoup parmi les antillais, tombent sur des militants politiques qui distribuent des tracts. Ils prennent les tracts et les lisent. C'est rare de trouver des tracts s'adressant aux antillais par terre, surtout ceux écrits en créole. Les antillais, leur première réaction, c'est le problème des blancs. Ils disent que ce sont les blancs qui mènent le pays, et ils expriment souvent leur colère contre les blancs. Beaucoup disent aussi «nous sommes foutus, rien ne peut changer». Un exemple illustre les sentiments qu'ils ont à l'égard des blancs. Lorsqu'il y a eu les bombes en

Guadeloupe, un militaire tué, eh bien les gens disaient «qu'est-ce qu'il faisait chez nous ? C'est bien fait pour lui, nous n'allons pas le pleurer».

En ce qui concerne l'avenir du pays l'on rencontre beaucoup de jeunes qui discutent de politique et sont d'accord pour l'indépendance. Mais chez les plus âgés, ils sont plutôt progressistes, plutôt pour un changement, mais ils ne sont pas d'accord avec l'indépendance, ils en ont peur.

Mais depuis quelques temps il y a de plus en plus d'Antillais qui s'intéressent à des projections, des films sur les Antilles. Dans la discussion, nombreux sont ceux qui dénoncent la situation en Martinique et en

Guadeloupe. Ils disent : «Les blancs vont chez nous ; trouvent du travail. Nous, n'en trouvons pas, ce n'est pas normal». Et même ceux qui ne sont pas politisés le disent. En attendant, même quand ils ont peur de l'indépendance, ils réagissent brutalement contre toute manifestation de racisme. Récemment à Barbès un policier a voulu empêcher un Antillais de faire jouer sa radio, quelques secondes après le policier a été entouré, et les gens n'ont pas eu peur de lui dire «chez nous vous nous emmerdez, ici vous continuez à nous emmerder, ça ne peut plus continuer». Pourquoi tout cela à mon avis ? Parce que chez nous nous sommes exploités et dominés par les blancs.

## CHÔMAGE : ÇA CONTINUE DE PLUS BELLE !



Les marcheurs de la faim aux USA en 1933.

Alors que le gouvernement socialiste Mitterrand-Mauroy prétend que le chômage diminue et qu'il fait l'impossible pour qu'il en soit toujours ainsi, c'est tout à fait le contraire qui se produit. Le nombre de chômeurs continue à croître au rythme de 1,9 % par mois, soient 40 000 chômeurs supplémentaires. A ce train là, pour fin 83, le nombre de sans emploi atteindra très certainement les 3 millions. (En Angleterre, le chiffre de 3,4 millions est déjà atteint). Et selon les spécialistes, il n'y a aucune perspective d'amélioration pour le proche avenir.

L'inquiétude des patrons grandit. D'après leur syndicat (CNPF), la consommation de la population continue à diminuer. Comment pourrait-il en être autrement

avec le blocage des salaires décidé par le gouvernement à partir de Juillet, et la hausse des prix qui continue en dépit des bonnes paroles des gouvernants socialistes ?

Ainsi donc, la consommation de la population diminue ; les marchandises se vendent de moins en moins. Le commerce ne marche pas, les usines arrêtent de produire, de nouveaux travailleurs sont licenciés, et la consommation diminue à nouveau. La boucle est bouclée : Chômage, diminution de la consommation, diminution de la production faite d'acheteurs, licenciements, chômage. C'est le cycle infernal du système capitaliste.

Et aucun gouvernement, fut-il de gauche comme celui de Mitterrand-Mauroy ne peut mettre fin à ce cycle infernal. Le rôle des gouvernants dans cette affaire se limite à permettre aux grosses sociétés capitalistes de traverser la crise avec le moins de perte possible. En particulier en faisant payer les masses travailleuses et exploitées. Et l'équipe socialo-communiste au gouvernement s'acquitte parfaitement de cette tâche. Depuis son arrivée au pouvoir, hormis quelques maigres augmentations du SMIC, des allocations familiales et des retraites, elle a tout fait pour permettre aux exploités de maintenir leur profit : subventions par ci, dégrèvement d'impôts par là, aides par ci, diminutions de charges par là. Et cela, toujours au nom de la lutte contre le chômage, pour la création d'emplois nouveaux. Mais le nombre d'emplois créés est plus que dérisoire. Les licenciements par contre conti-

nent. Mais pourquoi les Gattaz et autre Chotard, porte-paroles des patrons français se casseraient-ils la tête pour créer des emplois alors que le gouvernement ne l'exige pas des capitalistes à qui il verse des subventions de toutes sortes. . .

Alors, les patrons français peuvent toujours dormir sur leurs deux oreilles et continuer à exiger des subventions. L'équipe Mitterrand-Mauroy se charge, aidée par les communistes de faire poser tout le poids de la crise sur le dos des travailleurs et des petites gens. A moins qu'un beau jour, les travailleurs, les petits commerçants, tous ensemble, se chargent de mettre fin à ce système scandaleux, où pour le profit d'une poignée de gros possédants, toute la population est obligée de se serrer la ceinture.

## FORT-DE-FRANCE

### LA GRÈVE AU

### LABORATOIRE

### CGN CONTINUE

Depuis le 5 Juillet, la trentaine d'employés du laboratoire C.G.N. (ex Cassius de Linval) sont en grève. Ils réclament la 5ème semaine de congés payés, ce que refuse la direction. Pourtant d'autres laboratoires d'analyses médicales ont déjà obtenu cette revendication.

Les grévistes, qui forment les 2/3 du personnel tiennent bon. Ils sont sûrs de leur bon droit. Ils organisent un "Zouk" de solidarité le vendredi 23 Juillet à la MJC de Floréal !

# TERRE DE BAS : LES MAUVAIS COUPS DE LA MUNICIPALITÉ

A terre-de-bas, la municipalité de Eugène l'Etang est en train de montrer aux yeux de tous son caractère véritable.

A l'issue des élections cantonales, deux employées de la cantine ont été licenciées. Comme par hasard ce sont des personnes qui ont voté contre le Maire qui ont perdu leur emploi. Et parmi ces personnes il faut signaler le cas d'une travailleuse de 19 ans, licenciée ainsi que sa mère qui a 7 enfants à charge !

Mademoiselle E.L. alla à la mairie pour que le responsable remplisse les papiers afin qu'elle touche les indemnités ASSEDIC. Pour commencer il refusa de remplir les papiers prétextant qu'il n'avait pas le temps. Lorsque E.L. revint pour que ses papiers soient remplis, il l'insulta gravement, la comparant entre autres à son chien !

Cette méchanceté gratuite, ces insultes ne peuvent qu'accroître les divisions aux Saintes et repousser encore plus la jeunesse déjà laissée pour compte à Terre-de-Bas.

Ainsi, le Club Sportif Saintois doit participer au championnat de 1ère division à la rentrée d'octobre. Or jusqu'à la Mi-

Juillet, il n'y a pas de terrain d'entraînement ! Si la municipalité a consenti à verser une subvention misérable de 5 000 francs, le problème crucial du transport n'est pas résolu. Pourtant, le club devra jouer tous ses matchs en Guadeloupe, et le voyage aller-retour coûte 52 francs.

La vie associative est nulle, ou plutôt la municipalité n'y joue strictement aucun rôle : le Club sportif et son foyer, la chorale et l'orchestre, tout cela a été mis sur pied sans aucune aide municipale.

Enfin, les saintois sont témoins de l'effort grossier du Maire pour placer son fils, déjà administrateur du Crédit Maritime Mutuel, à la tête de la SOCOSEP, (coopérative de marins-pêcheurs de Terre-de-Bas). Pour certains, ce n'est qu'une manoeuvre pour assurer la succession municipale... Après l'Etang 1er, dit Ti-Goudou maire durant 30 ans, après l'Etang II, Eugène, l'actuel maire, aura-t-on l'Etang III C'est à la population de Terre-de-Bas de dire sont mot !

Gérard Beaujour

# LIBAN : ce sont les manifestations de mécontentement populaires qui ont hésité Begin, le massacreur, à rentrer dans Beyrouth Ouest



Begin, premier ministre israélien, continue d'affirmer que ses troupes sont prêtes à rentrer dans Beyrouth Ouest et à exterminer les troupes de l'OLP si dans les jours qui viennent celles-ci ne quittent pas la ville et le territoire libanais.

Pourtant durant cette semaine, les discussions et les rencontres diplomatiques se sont multipliées, soi-disant dans le but de trouver une solution.

Ainsi, après avoir laissé l'armée israélienne arriver jusque dans Beyrouth, après l'avoir laissé massacrer durant trois semaines des milliers de Palestiniens et de Libanais, civiles comme militaires Américains d'un côté, pays arabes de l'autre, font mine de se préoccuper du sort du dernier carré de 6 000 militants palestiniens armés qui refusent de quitter Beyrouth Ouest.

En réalité, ces négociations, aussi bien celles entreprises par l'envoyé spécial de Washington, que celles qui se déroulaient en début de semaine entre Reagan et les ministres des affaires étrangères de Syrie et d'Arabie Saoudite, sont bien hypocrites.

Car si Begin montre aujourd'hui une détermination si terrible, c'est bien que depuis des décennies, les USA et l'impérialisme ont donné pour mission à Israël d'être leur gendarme dans cette région du Moyen-Orient. Pour ce faire, ce pays a été doté d'un armement super-sophisticé et développe un nationalisme exacerbé pour garder constamment sa population sur pied de guerre.

Alors la volonté subite des uns et des autres de voir solutionner le conflit apparaît bien plus comme un soutien à l'agresseur, Israël, et donc comme parfaitement hypocrite.

Non, ce n'est ni des négociations de Reagan, ni de celles d'une quelconque mission Habib qu'attend Begin pour décider d'engager toutes ses troupes sur Beyrouth Ouest.

Il s'agit plutôt de ronds-de-jambes destinés à montrer à l'opinion publique, en particulier la sienne, qu'il essaie de trouver une solution négociée avec les dirigeants de l'OLP.

En effet au cours des dernières semaines plusieurs manifestations ont eu lieu à Tel-Aviv, rassemblant des dizaines de milliers de manifestants qui refusaient d'être entraînés dans cette nouvelle sale guerre.

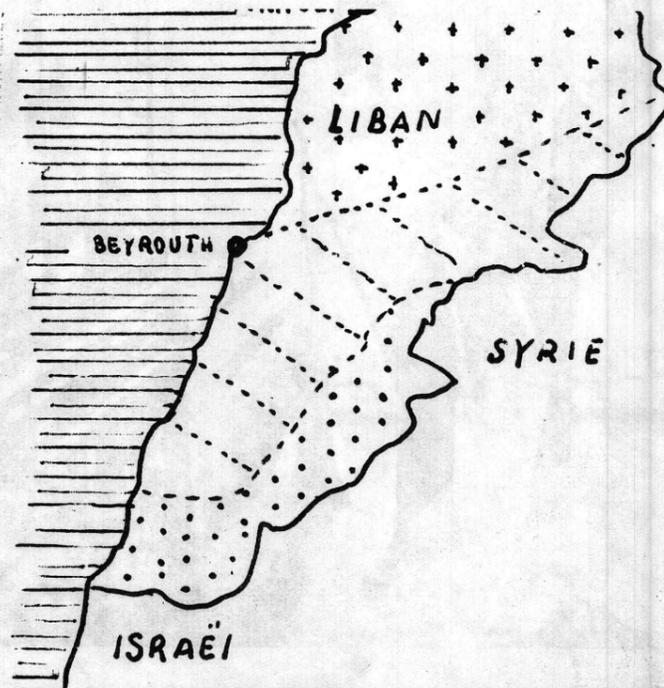
Begin et les "faucons" israéliens sont bien obligés de tenir compte de cette nouvelle opposition qui, pour la première fois, brise ouvertement le bloc que faisait la population israélienne autour des véritables expéditions punitives de l'armée israélienne contre le peuple palestinien.

C'est probablement cette raison qui fait que les dirigeants ont hésité à rentrer immédiatement dans Beyrouth Ouest et font mine d'attendre d'hypothétiques résultats de consultations diplomatiques. D'autant que malgré leur petit nombre comparativement à la concentration des forces armées israéliennes autour de Beyrouth (35 000 soldats et pas moins de 300 chars) les combattants palestiniens sont décidés à combattre porte à porte jusqu'au dernier d'entre eux.

Begin est bien décidé à jouer les bourreaux des Palestiniens mais, face aux manifestations d'opposition à la guerre dans son propre pays, il essaie de montrer qu'avant d'aller au massacre il leur aura tendu la perche.

Marianne Tibus

# LA GUERRE IRAN-IRAK : UN MOYEN BARBARE DE MASQUER LES PROBLÈMES DANS CES PAYS



Depuis une dizaine de jours, la guerre entre l'Iran et l'Irak a pris une nouvelle dimension.

L'Iran a déclenché "l'offensive Ramadan" et a lancé des dizaines de milliers de combattants dans la guerre pour renverser le régime de Saddam Hussein à Bagdad. C'est au nom de l'Islam, pour établir en Irak une république islamique du type de celle de Téhéran, que l'imam Khomeiny et les dirigeants iraniens ont décidé cette nouvelle offensive.

Depuis 10 jours, les combats entre les deux armées font rage, et les morts se comptent par milliers dans les deux camps.

Cette guerre barbare, comme toutes les autres, va probablement continuer pendant de longues semaines, peut être des mois, à broyer des millions de vies humaines, semant sur son passage misère et désolation au sein des deux populations.

Les dirigeants des pays pauvres tel l'Iran ou l'Irak, empêtrés qu'ils sont dans

des problèmes nationaux immenses, dus à leur manque de moyens, aux pressions économiques et politiques que font sur eux les grands pays impérialistes, utilisent bien souvent la guerre pour détourner leurs populations de ces problèmes et les empêcher de se révolter contre eux. Ils galvanisent ainsi les peuples sur des objectifs de défense nationale et pendant ce temps les problèmes internes de la vie de tous les jours de ces peuples restent en suspens ou même s'aggravent.

Jusqu'à présent l'humanité n'a pas trouvé d'autres moyen pour régler ses problèmes que d'employer ces moyens barbares du massacre à grande échelle.

Tant que le capitalisme demeurera le système dominant la planète, tant que la société sera dirigée en fonction de l'augmentation des profits de quelques poignées d'individus tandis que le reste de l'humanité croupit dans la misère et le sous-développement il en sera ainsi.

J. Bruel

# MARTINIQUE : UN NOUVEL ESPOIR DEÇU POUR LE GRS

Sous le titre "Les démons du sectarisme", Gilbert Pago dirigeant du Groupe Révolution Socialiste, raconte dans l'hebdomadaire du même nom les tribulations qu'il a subies pour avoir voulu participer à une réunion convoquée par le P.P.M.

Pago raconte en se plaignant comment les partis de gauche et plus spécialement le P.P.M. ont joué une partie de cache-cache avec lui pour ne pas l'inviter à une réunion. Ces partis de gauche devaient débattre entre eux à propos des dispositions à prendre contre la droite sur le problème de l'assemblée unique promise par le gouvernement.

Et Pago de raconter comment il a été joué par Darsières et Renaud De Grand Maison au cours de cette partie de cache-cache, et de se plaindre du sectarisme du P.P.M. : "Pour ce qui est des belles envolées du P.P.M. sur l'unité, voici un comportement qui apporte un démenti."

La naïveté de Pago peut surprendre. Car Pago sait bien que toute la politique actuelle du P.P.M. consiste à rechercher une alliance électorale avec le P.C.M. et le Parti Socialiste, sans le GRS.

Et en courant après ces partis, en leur quémandant une "unité" dont ils ne veulent pas, le GRS à l'attitude de ces gamins qui jouent à cache-cache avec les grandes personnes : ils ont tellement peur d'être seuls qu'ils demandent sans cesse : "Où êtes-vous ? Ne nous laissez pas seuls !" Pendant ce temps, les grandes personnes s'amuse à donner de faux espoirs, et de fausses indications au gamins apeurés et rient entre eux de voir leur affolement !

Le P.P.M. se moque donc ouvertement de Pago et du GRS. En guise de toute réponse, le GRS se plaint du "sectarisme" des

autres et ... se tait. Car, mis à part des appels à l'"Unité" à la cantonade, le GRS n'a aucune politique à proposer aux travailleurs dans la période actuelle. Et cela ne devient que plus comique quand les partis auxquels le GRS s'adresse refusent de s'entendre avec lui. Il ne reste plus au GRS qu'à prendre le ciel à témoin et faire constater la méchanceté et la duplicité des partis de gauche.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :  
**G. BEAUJOUR**  
Adresser toute correspondance à :  
**EN GUADELOUPE**  
à Gérard BEAUJOUR  
B.P. 214  
97110 POINTE-A-PITRE  
EN MARTINIQUE  
B.P. 386  
97204 FORT-DE-FRANCE  
EN FRANCE écrire à :  
Combat Ouvrier  
B.P. 145  
75023 PARIS CEDEX

Impression  
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.  
Commission paritaire  
N° 51728